

Impôts à Genève

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1981)**

Heft 582

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1011964>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Match nul Ducret-communistes

Depuis quatorze ans, les impôts des Genevois augmentent chaque année, pour un pouvoir d'achat constant. Telles sont les conséquences de la progression à froid et du fait que le barème fixé en 1967 n'a jamais été modifié pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

Examiner la situation de Genève, quatorze ans après, c'est découvrir que bien des choses ont changé, et au moins sous trois aspects principaux, pour le problème qui nous occupe:

— de canton globalement bon marché, Genève est devenu un canton cher, si on compare la charge qui pèse sur chaque catégorie de contribuables avec celle des autres cantons suisses.

— Genève demeurant avant comme après un «canton riche», les ressources de l'Etat ont crû dans des proportions bien supérieures à l'inflation et à l'augmentation du revenu réel de ses habitants.

— Et finalement, troisième constat: de bon marché pour les petits contribuables, modérément cher pour les moyens et cher pour les gros, le système fiscal genevois est devenu cher pour les petits, très cher pour les moyens et modérément cher pour les gros... Cela parce que la progression à froid a joué sur une courbe des taux qui, au départ, se voulait sociale!

Pendant des années, les Genevois n'ont pas renâclé trop vivement devant cet alourdissement de la charge fiscale, si on fait exception d'une réaction importante, sous la forme d'une initiative socialiste qui échoua de peu.

Cette relative passivité peut s'expliquer de deux manières: les revenus réels ayant fortement augmenté pendant la période considérée, personne ne voulait voir vraiment que l'augmentation des impôts touchait non seulement la part de gains «supplémentaires», mais également le revenu «de base». Par ailleurs, l'échelle de 1967 était modérée, voire basse, et une augmentation de la charge pouvait être digérée sans trop de difficultés.

Aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence: Genève est fiscalement chère alors même que les revenus réels n'enregistrent plus la croissance d'antan...

C'est dans ce contexte délicat que le Grand Conseil et l'une de ses commissions examinent une nouvelle initiative populaire, communiste celle-là, parallèlement à un contre-projet du Conseil d'Etat sur le même sujet.

ELECTORALISME

L'un des axes prioritaires du projet communiste est l'indexation du barème des impôts sur le coût de la vie. Bien. Et le reste? La redistribution proposée de la charge fiscale entre petits, moyens et gros contribuables relève davantage du coup de trompette électoral que d'une politique fiscale réaliste. Porter de Fr. 5000.— à Fr. 11 000.— le revenu au-dessous duquel les contribuables ne paient pas d'impôts, si minimes soient-ils, n'est-ce pas œuvrer à la création d'une catégorie de citoyens de seconde zone? de citoyens tout bonnement assistés? Est-il

UNION DES PRODUCTEURS SUISSES

Les nouveaux paysans

Tensions et renouvellement complet de l'équipe dirigeante de l'Union des producteurs suisses (UPS), cette dissidence romande de la très officielle Union suisse des paysans (USP): la mutation politique que subit le monde agricole, particulièrement en Suisse alémanique, avec la création de l'Union suisse pour la défense des petits et moyens paysans, cette mutation a également des répercussions en Suisse romande.

Il est vrai que depuis longtemps l'Union des producteurs suisses contestait les thèses officielles — celles de la Confédération et de l'USP — qu'on peut résumer «grosso modo» de la manière sui-

vante: «Gros paysans, petits paysans, même combat!»

Depuis longtemps aussi, les dirigeants de l'UPS n'avaient pas changé et on en était venu à se poser des questions sur la possibilité d'une relève. Aujourd'hui, la réponse est là: la relève existe, elle en veut, ses ambitions sont les bienvenues, l'ancienne équipe et le comité central lui ont simplement confié la direction de l'Union.

DU PAIN SUR LA PLANCHE

Va-t-on vers une nouvelle politique? Les objectifs, semble-t-il, ne changeront pas; mais moyens d'action et méthodes d'engagement se modifieront. La reconnaissance officielle par la Confédération (au même titre que l'USP) n'a plus la même priorité: l'important sera de peser sur les décisions officielles.

Et là, il y a du pain sur la planche. Depuis deux ou trois ans, on note une tendance à un certain infléchissement de la politique agricole. Des signes: le dispositif mis en place au chapitre de la production de viandes et d'œufs, c'est à terme, peu ou prou, la condamnation des fabriques d'animaux; l'Union suisse des paysans accepte d'entrer en matière sur l'opportunité d'introduire des prix différentiels, système dont l'objectif avoué est la diminution du revenu des grosses exploitations.

Bref, des enjeux qui nécessiteront des débats sérieux. Le renouveau de l'Union des producteurs suisses (UPS) ne peut qu'accélérer la prise de conscience indispensable, si le changement de direction correspond à l'éveil d'une combativité nouvelle des militants paysans; à une volonté de reprendre un pouvoir trop longtemps abandonné à quelques dirigeants, à quelques technocrates.

réaliste d'alourdir la charge des contribuables dont le revenu dépasse Fr. 53 000.— alors que la comparaison intercantonale montre que la catégorie des Fr. 50 000.— à Fr. 80 000.— est la plus fortement imposée? Quant aux taux suggérés pour les revenus comptabilisés à partir de Fr. 100 000.—, ils sont supérieurs, et de loin, aux taux suisses actuellement les plus sévères, ceux du Jura.

Passons maintenant au projet officiel, celui du ministre radical des Finances! Il faut mettre à son crédit l'augmentation de l'imposition à partir des revenus de plus de Fr. 100 000.—. Ce plan prévoit également une diminution symétrique à l'avantage des contribuables les plus modestes. Mais si ces mesures s'intègrent dans une proposition générale de rabais modulé qui vise à atténuer la progression à froid, il n'est pas question de supprimer cette dernière.

Tout se passe comme si aucun homme politique, ni à l'exécutif, ni au législatif, n'avait réfléchi sérieusement aux dangers que comporte la poursuite de la politique actuelle, même aménagée.

Augmenter la part de l'impôt dans le revenu individuel par un simple subterfuge technique alors que l'Etat réduit ses tâches et transfère une partie de ses charges sur les simples citoyens (voir les HLM, le prix de la journée d'hospitalisation, les subventions aux assurances-maladie) risque fort de porter le malaise fiscal au stade d'une révolte générale contre l'Etat. Et l'expérience montre que ce sont les plus défavorisés qui font les frais de telles tensions.

Le débat actuel, engagé sur les impôts, ne débouche sur aucune solution vraiment intéressante en la matière. Les options politiques qui sous-tendent le projet communiste et son irréalisme le condamnent à un échec certain... dont ses auteurs semblent du reste fort bien s'accommoder. Avec le projet «officiel», celui de M. Ducret, les racines du mal demeurent, et notamment la progression à froid et tout ce qu'elle implique. Il ne reste qu'à manifester son désaccord et à préparer la solution qui demain s'imposera.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Mécanicien à Concise

Je lis dans la *Luce*, l'hebdomadaire des Vaudois du Piémont (13 février) que sur 122 millions d'enfants nés en 1979 dans le Tiers Monde, 12 millions étaient déjà morts en 1980, de faim et de maladies dues à la malnutrition... Or le problème serait résolu, si l'on consacrait pour leur venir en aide l'argent dépensé de par le monde pour des armements divers pendant quinze jours!

* * *

Efforçons-nous de ne pas sombrer dans le nihilisme:

Revenant hier de Neuchâtel, je charge à Concise un auto-stoppeur. La coupe d'un de mes gymnasiens.

Il s'avère qu'il est mécanicien dans une entreprise de Concise...

Lui: Encore un mois et demi, et le départ!

Moi: Vous terminez votre apprentissage?

Lui: Non! Il y a longtemps que j'ai terminé... Mais j'arrête et je pars... faire le tour du monde!

Le Mexique (en avion: prix du billet, 1200 francs aller-retour), l'Amérique du Sud, l'Australie...

A Yverdon, j'embarque encore un copain dudit, rencontré par hasard et qui se rendait lui aussi à Lausanne, c'est-à-dire à Genève! Tout en conduisant, j'écoutais: des histoires compliquées de «bonnes femmes»! Puis soudain: «J'ai touché ma paie ce matin. Je lui ai dit (au patron): Mais vous ne m'avez pas fait la retenue... Il m'avait prêté huit cent balles pour le billet. Il m'a dit: Bon... Cette fois, on va faire un treizième mois: tu n'as pas

besoin de me les rendre! Des patrons comme ça, on n'en trouve pas tous les jours!»

Je le crois volontiers! Quatorze employés, dont seulement deux ouvriers qualifiés, lui et un autre. Tiens! J'étais content d'être de ce pays.

Je les ai laissés à Cheseaux.

* * *

A propos du sondage fait par l'Institut Isopublic et publié par *24 Heures* révélant que 32% des Suisses romands manifesteraient des sentiments antisémites:

«Quelques jours plus tard (après l'attentat de la rue Copernic contre la synagogue), on a pu voir à la télévision suisse romande des jeunes manifestants, à Lausanne, porter des casques marqués de croix gammées. Un certain media confond délibérément, par des insinuations perfides, sionisme, racisme et impérialisme...»

(A dire vrai, ceci tout à fait entre nous, il m'est parfois arrivé de penser que telle ou telle mesure du gouvernement de M. Begin facilitait cette confusion...)

«Cet amalgame n'est rien d'autre qu'une forme de propagande raciste antisémite. (...) Si on laissait ces 32% de la population suisse romande diffuser sans réaction leur propagande, dans les familles, les écoles, les paroisses, les églises, les clubs, les associations, etc., quelles seraient les conséquences?»

Ces lignes extraites d'un texte que m'envoie le vice-président de la *Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme* dont le siège suisse est à Genève — qui se propose «de lutter contre cette maladie de l'esprit aveuglé par la haine, la superstition et l'obscurantisme» qu'est le racisme — «qui ne connaît pas de frontières et qui bafoue la dignité humaine».

J. C.